Mercredi 4 mai 1977 No 680

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Zaire

ECHEC DES FORCES PRO-SOVIETIQUES

De violents accrochages se sont produits dimanche dans le Shaba à environ 30 kilomètres à l'est de la ville de Kasaji, faisant des morts et des blessés parmi les forces zairo-marocaines et des pertes importantes dans les rangs des mercenaires katangais, apprend-on de source officielle à Kinshasa.

Pour la première fois depuis leur intervention dans la guerre au Shaba, annonce l'Agence officielle zaïroise, les troupes marocaines qui étaient jusqu'ici en position de soutien sont intervenues effectivement dans les combats. Ces combats qualifiés «d'engagements sérieux» se sont déroulés, semble-t-il, dans la matinée de dimanche entre les villes de Kolwezi et de Kasaji, à environ 30 kilomètres à l'est de cette ville. L'Agence zaïroise qui ne précise pas le nombre de morts et de blessés tant marocains que zaïrois, indique qu'au cours de ces combats les forces zairo-marocaines ont enregistré la destruction de trois auto-mitrailleuses et de deux camions marocains qui ont sauté sur des mines. L'Agence souligne encore qu'en 8 jours – c'est-à-dire depuis la reprise de Mutshasha – le front des troupes zaïro-marocaines qui se trouvaient à 80 kilomètres à l'ouest de Kolwezi se tient aujourd'hui à 241 kilomètres de cette ville soit une avance journalière de 20 kilomètres.

Complétant l'isolement et les échecs militaires des troupes qui ont envahi le Zaïre, sur le front diplomatique les sociaux-impérialistes et leurs alliés subissent également des revers. Les prises de position africaines se multiplient contre leur ingérence dans les affaires intérieures d'un pays souverain. L'Égypte vient d'envoyer également un contingent de militaires et techniciens apporter leur soutien au peuple zaïrois.

D'autre part, le gouvernement zaïrois vient de rompre ses relations diplomatiques avec l'Allemagne de l'Est pour son soutien apporté aux envahisseurs. La tactique des impérialistes de Moscou trompe de moins en moins et suscite des réactions de plus en plus fermes dans le tiers monde, c'est une excellente chose.

Nouvelles manifestations à Naplouse

Depuis plus d'une semaine à Naplouse, en Cisjordanie, il y a quotidiennement des manifestations. La cause en est les rumeurs qui circulent sur l'arrivée du Rabbin Meir Kahana. Celui-ci viendrait pour poser «la 1ère pierre d'une cité juive dans la vieille ville de Naplouse» ; il s'agit en fait de la part des colons sionistes d'occuper une nouvelle partie du territoire palestinien. C'est pourquoi, lundi, de nouvelles manifestations ont eu lieu, des voies d'accès vers le centre de la ville ont été coupées avec des barricades de pneus enflammés au camp des réfugiés «Kalandia», près de Ramallah.

Pendant que Beullac promet...

LES PATRONS LICENCIENT, L'OPERATION ANTI-IMMIGRES CONTINUE

Beullac, ministre du Travail, a tenu lundi une conférence de presse pour soutenir le programme du gouvernement en matière d'emploi. Faute de pouvoir faire autre chose que des promesses, il a refusé de donner le nombre d'emplois qui seraient dégagés par les mesures présentées.

Par contre, il s'est largement étendu sur les coûts de l'opération «poudre aux yeux» pour essayer de démontrer que le gouvernement faisait de gros efforts et a fait appel à la solidarité de tous – exploités et exploiteurs – parce que, dit-il, il ne faut pas tout attendre du gouvernement, que les syndicats doivent être compréhensifs, etc.

En ce qui concerne les mesures fascisantes vis-à-vis de nos frères immigrés (c'est-à-dire leur expulsion massive), il cherche à présenter la chose comme s'il cherchait à les aider (le petit «pécule») et que cela lui coûterait 140 millions francs par tranche de 10 000 départs.

Pour faire passer cette mesure des plus réactionnaire, il s'appuie sur tout le venin raciste répandu par les mass-médias de la bourgeoisie depuis des dizaines d'années.

Non seulement nos frères immigrés seront pour la plupart expulsés sans aucune indemnité – n'importe quel prétexte sera bon si on laisse faire – mais le gouvernement veut ainsi déclencher une véritable chasse à l'immigré.

Ce ne sont pas les Séguy et autres révisionnistes qui mobiliseront l'ensemble de la classe ouvrière – Français et immigrés.

Pour ces gens-là, seul compte l'intérêt du capital : «Une brusque diminution du nombre des immigrés aurait, en l'état actuel de l'économie, des conséquences catastrophiques» disait Séguy le 29 avril.

Pour tous ces gens-là, seules comptent les échéances de 78 ; mais pour la classe ouvrière, les petits paysans, les larges masses populaires, ce qu'il importe de toute urgence c'est de se serrer les coudes pour riposter du tac-au-tac au plan Barre bis. N'oublions jamais que lorsque la bourgeoisie s'attaque à nos frères immigrés c'est à toute la classe ouvrière qu'elle s'attaque.

Editorial

Drogue : c'est le régime qui est malade

Deux morts le week-end dernier à Mulhouse, deux autres personnes dans le coma ; une troisième à Marseille, retrouvée lundi dans son appartement morte depuis plusieurs jours : trois jeunes morts à la suite d'une «overdose» comme disent les spécialistes.

La recherche d'un plaisir artificiel, intense mais fugitif, recherche jamais satisfaite par nature, conduit ainsi des jeunes à la mort. La mécanique est implacable, on se drogue pour échapper à l'ennui, à la tristesse, au désespoir.

Après la petite séance d'euphorie provoquée, la réalité que l'on supportait mal n'en apparaît que plus triste, le désespoir un peu plus grand. Alors c'est l'envie de recommencer, plus souvent, plus fort encore, cela devient l'habitude. Le corps aussi s'habitue ; pour retrouver les mêmes effets, il faut augmenter la dose. Ce qui au début pouvait n'être qu'un petit jeu, un défi, devient une forme d'esclavage. Comme la drogue coûte cher, que le drogué, à un certain stade, est physiquement malade et qu'il ne peut travailler, il lui faut passer par l'engrenage de la prostitution, des cambriolages ou du commerce de la drogue pour avoir «sa ration».

Sans être alarmistes, on peut dire que le fléau de la drogue gagne en ampleur dans les pays occidentaux (aux États-Unis, des chiffres récents annonçaient jusqu'à 50 % de drogués dans certains établissements scolaires). Certains croyant prêcher pour on ne sait quelle libération, comme le journal du même nom, s'efforcent de distinguer drogues «dure» et «douce». S'il y a des différences, le phénomène est le même et le risque du passage de l'une à l'autre existe en permanence même s'il n'est pas inévitable.

Entre l'alcoolique qui n'est jamais ivre et celui qui prend une «cuite» régulièrement il y a aussi des différences, mais ne sont-ils pas tous deux malades.

Si, ils le sont ; ils sont malades d'une société elle-même malade. C'est le régime capitaliste avec son lot de misère matérielle et culturelle, avec son oppression et son exploitation quotidienne pour la grande majorité de la population qui secrète ces maladies.

C'est le capitalisme qui est responsable de l'aliénation des individus qui engendre l'esclavage que sont la drogue, l'alcoolisme, la prostitution.

C'est le capitalisme qui plonge des jeunes et des adultes dans le désespoir avec le chômage ou détourne leur révolte vers des «paradis artificiels» qui ne sont qu'un enfer quotidien. Les gros proxénètes, les gros trafiquants bénéficient de l'impunité, ont des complicités jusque dans les milieux dirigeants de l'État. Par contre, les drogués, les alcooliques, les prostituées, les victimes qui rapportent beaucoup financièrement, sont condamnées, mises au rebut, méprisées.

Aussi quand Giscard parle de nommer un haut fonctionnaire pour lutter contre la toxicomanie ou d'information sur les dangers de la drogue, on ne peut que dénoncer l'hypocrisie d'un système responsable du chômage des jeunes, d'un système d'éducation abrutissant qui cherche à transformer l'homme en robot tout juste bon à produire et consommer pour engraisser une poignée de parasites, véritable sources de la drogue.

C'est pourquoi le remède n'est pas affaire de médecine, d'information seulement, il est affaire de révolution pour prendre le mal à la racine. Seul le socialisme et la dictature du prolétarait seront à même d'éliminer progressivement ce fléau en donnant à chacun sa place dans la lutte collective pour l'émancipation de toute l'humanité.

• Pellerin – Loire-Atlantique

Mobilisation contre l'implantation d'une centrale nucléaire

Le pouvoir et l'EDF sont bien décidés à implanter sur la Basse Loire une énorme centrale nucléaire comportant 4 tranches de 1300 MW chacune. Leur projet prévoit de construire sur le site du Pellerin 4 à 8 tours de 150 m sur plus de 250 ha, sans compter les surfaces agricoles qu'il faudrait éliminer pour transporter depuis la Loire, distante d'un kilomètre, l'eau servant au refroidissement. Deux hameaux devraient ainsi disparaître. Les rejets d'eau chaude et la pollution auraient des conséquences graves pour l'équilibre écologique de l'estuaire comme pour le bassin hydrographique local. Que deviendra la pêche qui joue un si grand rôle dans l'économie locale ? Outre les pollutions thermique, atmosphérique, en particulier radio-active, se pose le problème encore non résolu du retraitement et du stockage des déchets produits. Sans compter l'énorme danger que représente la libération en cas d'accident grave des matières radio-actives contenues au cœur des réacteurs. Or, cette centrale ne se trouverait de plus qu'à 15 kms de Nantes, agglomération de plus de 400 000 habitants. On comprend donc que la population se soit mobilisée contre ce projet. Fin juin 76, 500 personnes manifestaient à Nantes. Après la visite incognito de d'Ornano et Boiteux (PDG d'EDF) sur le site durant l'été, c'est plus de 3000 personnes qui se rassemblaient pour protester en octobre. Un groupement foncier agricole (GFA) vient d'être lancé afin de permettre aux agriculteurs de résister collectivement aux expropriations et aux pressions de l'EDF. La coordination anti-nucléaire de la Basse Loire regroupant les divers comités appelle le 8 mai à un grand rassemblement au Pellerin : au programme, il y aura notamment divers forums (nucléaire et santé, perspectives de lutte etc...), stands, montages diapos,...

Courrier des lecteurs

Une nuit sans histoire dans un hôpital

Je travaille comme infirmier de nuit dans un service de chirurgie dans l'Ouest de la France.

L'autre jour, je constate en prenant mon service à 20 h qu'un malade déjà connu pour avoir posé des problèmes de rétention d'urine n'a uriné que 50 ml dans la journée... J'appelle donc l'infirmier de réception des urgences pour qu'il avertisse l'interne car théoriquement seul un interne ou un médecin a le droit de poser une sonde vésicale chez un homme.

Mais l'interne est en train d'opérer un malade de 70 ans porteur d'une hernie étranglée. Pratiquée par un chirurgien, cette intervention dure 1 h 30 à 2 h. Dans ce cas, elle durera 5 heures car le chirurgien de garde ne s'est pas déplacé... A 4 h du matin je décide donc de sonder moi-même le malade qui souffre terriblement. Cela se passe bien : il avait 2,5 l d'urine dans la vessie. Soulagé il a pu s'endormir...

La même nuit, une infirmière d'un autre service a dû faire elle-même en catastrophe une perfusion car comme elle dit : «Il faut bien bricoler une réanimation». Tout ceci est commenté très sévèrement par les travailleurs qui ont bien conscience que la bourgeoisie se moque de leur santé.

Commentaire : Cette lettre dont nous n'avons pu par manque de place passer que des extraits constitue une révélation comme nous voudrions en recevoir beaucoup plus sur les conditions de vie, d'exploitation et de «soins» des travailleurs. N'est-elle pas une preuve vivante des mensonges de Simone Veil pour qui les travailleurs seraient trop bien soignés. C'est aussi en nous appuyant sur de tels exemples que nous rendrons nos explications pleinement convaincantes.

VENDREDI 6 MAI A 20 H 30
SALLE LUCIEN FRANÇAIS A VITRY (94)
Angle rue de Choisy et avenue E. Havet
SOIRÉE ORGANISÉE PAR LE COMITÉ DE VITRY DE L'ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES
Projection du film «Le printemps est toujours dans mon village» de J. Noël Delamarre
Débat animé par Michel Magloff, qui a enseigné quatre ans à Shanghaï.

Note de la rédaction : Nous demandons à nos correspondants de bien préciser les villes où se passent les forums, meetings, etc. qu'ils organisent. Faute de quoi il ne nous est malheureusement pas possible de les annoncer.

le monde en marche

Tension en mer Egée

Depuis la crise de Chypre en 1974, la tension monte en mer Égée entre les deux pays riverains, la Grèce et la Turquie. Bien que des contacts diplomatiques aient eu lieu fin janvier entre les deux gouvernements, le risque d'une confrontation militaire ne peut être entièrement exclu.

Les incidents entre les deux pays se sont multipliés. Incidents économiques, mais aussi militaires : sur la côte égéenne, le gouvernement turc a créé une 4 e armée, dirigée directement contre la Grèce ; fin mars, il a organisé des manœuvres aéro-navales en mer Égée. Face à cela, la Grèce mobilise et concentre ses troupes. Dans chacun des deux pays, des voies chauvines s'élèvent qui appellent à la guerre contre l'autre.

Pourtant, ceci n'est pas du tout dans l'intérêt des deux peuples. Comme le disent les révolutionnai .es prolétariens de Turquie dans leur journal Halkin Sesi : «Une guerre en mer Égée ne ferait que causer du tort aux peuples des deux pays, et aboutirait à l'écrasement des travailleurs des deux pays dans une guerre réactionnaire».

LES VÉRITABLES RESPONSABLES

Les véritables responsables de la tension, ce sont les deux superpuissances qui, comme partout ailleurs, rivalisent pour l'hégémonie. Mais la superpuissance qui, actuellement, attise le feu, c'est la Russie sociale-impérialiste. Cela correspond à sa politique d'infiltration en Méditerrannée : pour y envoyer sa flotte de guerre, elle doit s'assurer le libre passage d'abord par les détroits turcs du Bosphore, et des Dardeanelles – et ensuite par la mer Égée. Sa politique consiste à «diviser pour régner». Elle mise sur la carte turque, fait du charme aux classes dirigeante de Turquie pour renforcer son emprise sur ce pays, et les pousse à la guerre contre la Grèce. A cet égard, il est significatif que, dans le même temps où la Turquie se livrait à des provocations contre la Grèce, le Kiev, porte-avions géant des nouveaux tsars, pouvait passer librement les détroits.

Les USA sont, eux, nettement sur la défensive, car ils n'ont rien à gagner actuellement à une crise grave entre la Grèce et la Turquie, qui affaiblirait encore le flanc sud de l'OTAN dont ces deux pays sont membres.

L'INTERET DES PEUPLES

L'intérêt du peuple de Turquie n'est pas une guerre de conquête contre la Grèce, mais le renforcement de sa défense nationale contre le social-impérialisme russe et la fermeture des détroits à sa flotte de guerre.

Analysant la situation, la revue marxiste-léniniste grecque «Laikos Dromos» indique : «La résolution des problèmes qui concernent la Grèce et la Turquie, ainsi que la résolution du problème chypriote ne pourront être acquises que dans la lutte contre la tutelle et la volonté des deux superpuissances.»

C'est là la seule voie que les peuples des deux pays, unis par leurs intérêts fondamentaux communs, peuvent suivre pour rétablir la paix dans cette région du monde.

Sanglant Premier Mai à Istambul

Alors que la Turquie est en pleine période électorale, la manifestation populaire du 1er Mai a été attaquée par un commando fasciste qui a tiré dans la foule à partir d'un édifice public. Ce commando a fait, selon les dépêches d'agence, 30 morts et plusieurs centaines de blessés. Il y aurait eu aussi de nombreuses arrestations parmi les manifestants.

Ce crime odieux – qui s'ajoute aux nombreux attentats commis ces derniers temps par des commandos d'extrême droite – confirme l'apreté des luttes qui ont lieu actuellement en Turquie et dont les élections législatives du 5 juin prochain constitueront un épisode. D'ores et déjà, les deux questions de fond autour desquelles tourne la campagne électorale sont :

– Indépendance nationale ou soumission à la superpuissance soviétique

– Démocratie bourgeoise ou dictature terroriste.

1er Mai à travers le monde

• Italie

En pleine période d'austérité et d'interdiction de toute manifestation – mesures prises par le gouvernement et pleinement soutenues par les dirigeants révisionnistes – la tension est forte. L'interdiction a été levée pour la journée du 1er Mai. Gouvernement et directions syndicales ont voulu placer celle-ci sous le signe de la «lutte contre la violence et de la relance économique» !

En grand défenseur du système capitaliste, Luciano Lama – dirigeant social-fasciste du PCI et secrétaire général de la CGIL (CGT italienne) – a écrit dans l'éditorial de l'«Unita» (PCI) que les «travailleurs ne consentiront pas que l'Italie tombe dans le chaos de la violence politique...»!

Il ne faut donc pas s'étonner qu'avec une telle politique, les révisionnistes aient été conspués par de nombreux manifestants révolutionnaires.

• Espagne

Cette année encore, les manifestations étaient interdites. Néanmoins, des rassemblements ont eu lieu à Madrid dans plusieurs endroits ainsi que
dans d'autres villes. Ils ont été violemment dispersés par la police, près de 200 personnes ont été blessées et plus d'une centaine de manifestants arrêtés. Les dirigeants révisionnistes, eux, entretiennent des illusions criminelles sur le passage pacifique au socialisme, sur la démocratie bourgeoise (avec la légalisation du PCE) dont il vante les «charmes» pour avoir droit à un strapontin.

COMMUNIQUE

M. Nejib Chabbi, militant progressiste tunisien, condamné à plusieurs reprises (au total : 10 ans d'éloignement administratif et 30 ans de prison), séjournant régulièrement en France depuis 1971 s'est vu refuser le renouvellement de sa carte de séjour et a été sommé de quitter la France le 11 avril 1977.

Cette mesure a été étendue à son épouse Madame Maria Chabbi, née Zimmerman, de nationalité autrichienne, résidant et travaillant en France depuis 1971, et par voie de conséquence à ses deux filles (Nadia, 10 ans, à l'école primaire, et Hayet 1 an).

La préfecture de Paris a refusé de donner aux intéressés la moindre explication sur les raisons qui ont motivé cette décision.

Nous estimons que cette mesure arbitraire, outre les problèmes humains et matériels quelle pose, constitue : une grave atteinte aux droits de l'homme en France, une menace pour tous les militants étrangers qui vivent en France, et dont l'activité ne porte pas atteinte à la souveraineté française, un préjudice à l'amitié des deux peuples français et tunisien.

Étant donné les nombreux précédents dans ce domaine, et vu les agissements impunis des agents de la police tunisienne sur le sol français, il est à craindre que cette mesure ne s'inscrive directement dans le cadre de la collaboration de plus en plus étroite entre les deux polices française et tunisienne.

Le Comité s'élève vigoureusement contre cette décision et appelle l'opinion démocratique en France, à intervenir auprès des autorités compétentes en vue de la lever.

Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie.

Suspension de l'augmentation des loyers à Soweto

Le gouvernement sud-africain a décidé de suspendre une augmentation de 80 % en moyenne des loyers de Soweto, prévue pour le 1er Mai, et qui fut à l'origine des manifestations de cette semaine dans l'immense ville-satellite noire de Johannesbourg. Cette décision a été annoncée vendredi soir au Cap.

Lundi matin, la police a fait usage du gaz lacrymogènes pour disperser quelques 200 métis – surtout des femmes et des enfants – protestant contre des augmentations de loyers à Eldorado Park, une cité métisse près de Johannesbourg.

nouvelles intérieures

Marée noire

30 000 tonnes de pétrole brut déversées en Mer du Nord

C'est le 22 avril que la catasprophe se produisait. Alors que des travaux étaient effectués sur la plate-forme «Bravo» du gisement pétrolier «Offshore» d'Ekofisk la pression montait brusquement. Un geyser de pétrole et de gaz à plus de 100° s'élevait soudain à 60 mètres de haut et déversait par cette fuite 4 000 tonnes de pétrole par jour dans l'une des mers les plus poissonneuse du globe.

Il a fallu plusieurs jours aux hommes de «Red» Adair pour en venir à bout. Le mauvais temps a d'abord empêché toute intervention. Puis c'est le calme plat qui a rendu les travaux extrêmement dangeureux en provoquant une trop grande concentration du gaz sur la plate-forme. Les essais de colmatage ont d'abord échoué.

«Red» Adair lui-même se rendait sur les lieux vendredi. Et c'est seulement samedi que la valve de sécurité de la conduite endommagée était enfin obturée. Le porte-parole de la Cie Philips, compagnie américaine qui possède la majorité des actions se dépêchait alors d'annoncer : «Nous recommencerons la production dès que nous en aurons l'autorisation».

Cela faisait en effet deux jours que toute production était interrompue sur le gisement pétrolier d'Ekofisk.

UNE DECISION INQUIETANTE

Le gouvernement norvégien donnait le soir même le feu vert à la reprise tout en maintenant cependant un délai d'un mois en ce qui concerne la plateforme Bravo.

Voilà qui va mécontenter à juste titre l'opinion publique norvégienne. Déjà lorsque la Cie Philips et les autorités norvégiennes avaient été mises en garde par les écologistes, notamment A. Bombard, sur les risques considérables d'une exploitation off-shore sur des hauts fonds et dans une zone agitée ils avaient répondu que toutes les conditions de sécurité étaient prises.

L'accident qui s'est produit a démontré le contraire et l'on sait maintenant que la Philips n'a procédé à aucune vérification sur les équipements de sécurité qu'elles a sous-traités,. Comme l'a déclaré «Red» Adair lui-même, le «pompier volant», «les compagnies n'investissent pas assez dans la sécurité parce que ça ne rapporte pas assez».

Rien ne dit qu'une nouvelle cacastrophe ne puisse donc se reproduire.

DES CONSEQUENCES A LONG TERME

On mesure l'ampleur des risques quand on sait que la nappe de pétrole qui continue de diffuser et de dériver à la surface de la mer du Nord mesure 75 km de long et recouvre plusieurs milliers de km2. En une semaine, c'est 30 000 tonnes de pétrole qui se sont ainsi déversés dans la mer. Or, en quatre jours de ramassage mécanique on n'a pu en récupérer que... 200 tonnes. C'est surtout dans les mois à venir que les conséquences catastrophiques de cette pollution risquent de se faires sentir. Aussi infime soit-elle en épaisseur, la couche de pétrole risque en effet de porter une atteinte sévère aux petits poissons et surtout aux œufs qui flottent en surface.

M. Le Gall, directeur du laboratoire de biologie marine de Concarneau spécialisé dans les problèmes de pollution rappelle à propos du Torrey Canon : «Il a fallu près de six ans pour que le milieu naturel récupère à peu près son état antérieur» Comme on le voit, on n'a pas encore fini contrairement à ce que prétendent certains de parler de la catastrophe d'Ekofisk. La lutte des écologistes et de tous ceux qui veulent que la nature soit maîtrisée au service de l'homme doit au contraire s'amplifier.

COMMANDEZ NOTRE BROCHURE :

LA LUTTE DE CLASSE A L'INTERIEUR DES PARTIS COMMUNISTES (par EH HILL)

S'appuyant sur sa riche expérience de vieux militant communiste ayant lutté personnellement contre la trahison internationale des kroutchéviens, l'auteur, secrétaire politique du parti communiste d'Australie (marxiste-léniniste) analyse les récents développements de la lutte de classe en Chine. Il explique pourquoi il considère que l'écrasement des Quatre et la nomination du président Hua Kouo-feng est non seulement une victoire pour le parti communiste chinois, mais aussi un tournant décisif dans la lutte qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie au niveau mondial.

Premier Mai en province

• Lille-Roubaix

C'est du marché de Wazemmes qu'est partie la manifestation entrainée par la «lyre des travailleurs».

Les manifestants ont traversé les quartiers populaires faisant retentir les rues de mot-d'ordres contre les licenciements, contre la crise, contre le chômage. Il faut dire que dans toute la région, les travailleurs, les marxistes-léninistes sont engagés dans des luttes contre les licenciements classe contre classe, en particulier à Deffrenne, à Lemaire, Schwinn, etc. Ce n'est pas par hasard que la police interdit au cortège des marxistes-léninistes de passer dans les rues les plus vivantes du quartier. C'était pour empêcher que des travailleurs plus nombreux encore ne se joignent au cortège.

L'après-midi, plusieurs centaines de travailleurs se sont retrouvés à Roubaix pour le meeting du 1er mai. La lutte des travailleurs de Defrenne fut jouée par le théatre de marionnettes d'une façon vivante montrant que la culture est bien une des armes dont dispose le prolétariat dans son combat. Les interventions dénoncèrent ensuite le rôle des directions respectives de la CGT et de la CFDT. Les travailleurs de Deffrenne, Lemaire, delainière, Schwinn expliquèrent leurs luttes. A de nombreuses reprises les participants se levaient pour scander PCMLF L'unité des travailleurs fut renforcée par le montage diapositives des résidents Sonacotra appuyée par «un chœur-parlé» de la chorale sur la Sonacotra.

Un camarade explique la situation au Zaïre. Un poème sur Mao Tsé-toung fut récité d'une façon émouvante par un camarade, de nombreux chants ont ponctué ce meeting de lutte classe contre classe. Les travailleurs et leurs familles pouvaient aussi se rendre au buffet et les nombreux stands présents. Un meeting avec partie culturelle d'une haute tenue entièrement centrée sur les luttes classe contre classe, pour la révolution prolétarienne.

• Le Mans

70 personnes environ ont participé au meeting organisé par l'Humanité rouge et la JCMLF, à l'occasion du 1er mai, le 26 avril dernier.

Après lecture d'un communiqué du Comité de parti du Mans du PCMLF, des travailleurs et militants marxistes-léninistes sont intervenus sur les luttes qu'ils mènent contre le plan Barre et le Programme commun. Tour à tour, sont intervenus des camarades d'Allonnes, de Renault, de Bessé-sur-Braye, du secteur santé, puis un camarade de la JCMLF exposa les luttes et les problèmes de la jeunesse.

On projeta ensuite l'enthousiasmant montage-diapos de Sonacotra.

Enfin, un camarade intervint sur l'analyse des municipales dans la région du Mans.

Dénonçant les nouvelles municipalités de gauche comme de droite, le camarade appela à les combattre l'une comme l'autre et à préparer la révolution.

Au cours du débat, des questions ont été posées sur le Zaïre et sur les positions des marxistes-léninistes, tandis qu'un vétéran communiste de notre ville fit une percutante dénonciation de Jarry, le nouveau maire du Mans, un bureaucrate et un arriviste notoire.

Pressions économiques contre... des patrons

Sanctionnées pour «non-respect du plan Barre», trois entreprises bretonnes de travaux publics ne peuvent plus soumissionner (*) pendant 3 mois.

Les trois entreprises «Sacer», «Reveto», et «Viafrance», installées dans les départements de l'Ouest, ont été récemment informées téléphoniquement par la direction régionale de l'Équipement qu'il leur était interdit de soumissionner pendant 3 mois en Bretagne.

Dans les trois cas, la mesure a été prise parce que des accords venaient d'être passés avec les travailleurs de ces entreprises, augmentant les salaires de 2,5 % au lieu des 1,5 % autorisés.

Les dirigeants des entreprises précisent que les soumissions qu'elles présentent sous pli cacheté ne sont plus ouvertes et qu'ainsi l'une d'elles n'a pas obtenu un marché de 1 200 000 F.

Voilà maintenant que pour faire appliquer sa politique antipopulaire, la clique au pouvoir exerce des pressions économiques contre des patrons qui octroient des augmentations de salaire un peu moins misérables que celles prévues. C'est une véritable déclaration de guerre, visant à étouffer toute revendication ouvrière. Barre veut la misère, nous voulons des salaires décents. Seule la lutte résolue des travailleurs pourra faire échec à cet odieux chantage.

(*) Soumissionner : Faire une soumission (déclaration écrite par laquelle on s'engage à se charger d'un ouvrage à certaines conditions) pour des fournitures ou des travaux.

Travailleurs immigrés (1)

Une main-d'œuvre surexploitée

Le plan Barre bis, prétendant s'attaquer au chômage, s'est attaqué de fait aux travailleurs. Les travailleurs immigrés sont les premiers touchés par ces mesures. Barre voudrait en faire les victimes de son plan, monter les travailleurs français contre les travailleurs immigrés.

Voilà pourquoi il est important de revenir une fois de plus sur la situation de nos frères de classe immigrés en France. Ce sont en effet des travailleurs à part entière, comme les travailleurs français. Tous deux ont le même patron, ils connaissent la même exploitation.

Nous prendrons aujourd'hui le cas de travailleurs immigrés du département de la Creuse et de la Haute-Savoie.

MAIN D'OEUVRE BON MARCHÉ TRAVAIL DUR

Plusieurs nationalités de travailleurs immigrés sont en Creuse : des Portugais, des Turcs, des travailleurs des pays arabes. Pour la bourgeoisie au pouvoir, c'est une main d'œuvre bon marché, d'autant plus exploitable qu'elle est privée des droits les plus élémentaires.

Une preuve à cela en passant par l'Agence de l'emploi, des travailleurs immigrés ont trouvé assez facilement du travail à Guéret. Ils ont été embauchés par Albizatti (entrepreneur chargé de construire un cinéma et un hôtel grand standing à Guéret).

On leur promet : 12 F de l'heure et 20 F d'heure supplémentaire. A la fin du mois, la paye fut de 1 500 F pour un mois d'enfer, contrairement aux promesses d'Albizatti.

Le travail était dur, avec le froid, la boue jusqu'aux genoux tout au long de la semaine. Certains travaillaient sept jours sur sept.

Vues les conditions de travail dangeureuses, il y a eu un accident. Un travailleur s'est trouvé enterré par un éboulement de terrain. Les autres l'ont alors déterré à coups de pioche, et de pelles, sous les ordres du chef.

Quand le travailleur fut deterré, il était violet et pouvait à peine tenir sur ses jambes. On le fit marcher un peu et 10 mn après il reprenait le travail.

Informations extraites du bulletin du Parti communiste marxiste-léniniste de France «Creuse en marche».

8 A 9 F DE L'HEURE 50 HEURES

En Haute-Savoie, la vallée de l'Arve (Cluses, Bonneville, etc.) est le domaine du décolletage (65 % de la production française). Cette industrie emploi 10 000 salariés. Elle compte 1 000 établissements dont 15 % seulement emploient plus de 10 salariés.

Pour tous ces petits patrons, les travailleurs immigrés sont une aubaine : vite formés à des tâches répétitives de fabrication en série, payés 8 à 9 F de l'heure pour 50 heures de travail, logés n'importe où.

On embauche pour trois à quatre mois puis on débauche. On réembauche de la main d'œuvre immigrée, nord-africaine notamment, corvéable à merci.

(D'après un correspondante)

ET RENAULT ! ET CITROEN !

Nous avons pris volontairement ici deux exemples très précis, très concrets. Ils sont sans doute moins connus que les exemples de Renault, de Citroën, ou autre énormes usines monopolistes.

Pour les patrons des grandes industries comme l'automobile, les travailleurs immigrés ont toujours été une occasion de réaliser des profits énormes. Il en est ainsi dans toute la France. Voilà pourquoi les travailleurs immigrés sont les frères de classe des travailleurs français.

L'association France-URSS

Patron de combat

ASSOCIATION FRANCE - U.R.S.S.

8, Rue de la Victoire, PARIS-9e

30 JUIN 1977

C.C.P. 4214-99 PARIS

TEL. 281 52-61

Après intervention du Bureau Syndical

NOTE DE SERVICE

La Direction de l'Association constate que les personnes qui ne pourront pas venir travailler demain, par suite de la grève touchant les Services Publics, devront récupérer le samedi 2 juil prochain.

Toute absence non motivée sera sanctionnée.

Raymond ROUSSAT

Secrétaire Général

Cette decision prise par le sécrétaire général de l'Association, syndique CGT, est dans la logique de tout capitaliste de «gauche» ou de droite. Roussat, l'individu en question, est l'ancien responsable syndical CGT des usines Berliet à Lyon, qui s'est embourgeoise pendant 20 ans à France-URSS.

Grèves en cascade dans la Sarthe

Depuis quelques mois, de nombreuses grèves ont éclaté ou se déclanchent dans le département de la Sarthe.

– A la filature de Bessé où la reprise a dû s'effectuer sans résultat.

– Aux comptoirs modernes où les travailleurs ont obtenu satisfacion après 48 heures de grève.

– Chez Garzinski Trapploir, au Mans, chez Univer, à Parigne-l'Évêque, chez Bonniface à Yvre-l'Évêque.

Les travailleurs sont déterminés à se battre contre le plan Barre et les luttes se durcissent, ainsi Parigne-l'Évêque petite ville à 15 km du Mans a connu la première manifestation de son histoire, les travailleuses d'UNIVER ont en effet défilé dans les rues.

Mais la répression est brutale, les flics n'hésitent pas à intervenir pour faire évacuer les grévistes comme à Bessé, Yvre ou encore à Sablé ccontre des enseignants du SGEN.

D'autre part, les révisionnistes infiltrés à la tête de la CGT cherchent à se faire mousser dans ces luttes. Quand ils le peuvent, ils mettent en avant leur sigle CGT, il «poussent à l'action», mais à condition que ce soient eux qui dirigent, ainsi, Huet, le secrétaire de l'UD-CGT déclarait aux employés des comptoirs modernes aprés leur victoire, qu'ils pourraient reprendre la grève dans trois mois pour exiger la prime de vacances... Quand on connait la pratique de ce «fort en gueule», on ne peut que se poser des questions sur ce genre de déclarations : elle n'a d'autre intérêt que de se faire mousser.

Correspondant HR

• Aix-en-Provence

La jeunesse revisionniste accueille les patrons

La JCF (révionniste) accueille le CNPF et l'ANPE au lycée à bras ouverts. Au lycée Cézanne d'Aix-en-Provence, un bande video faite par le comité chômeurs doit passer dans le foyer. Pour faire venir des gens de l'extérieur, il faut bien sûr passer par le conseil d'administration !

La bande vidéo ne peut être projetée qu'à condition que le CNPF et l'ANPE soient présents ceci à la grande joie des JCF. Le gérants de l'école capitaliste dans le CA s'est empressé de dire : «mais pour qu'il y ait le dialogue, il faut bien sûr qu'il y ait les patrons » !

Ainsi donc, ce qui les intéresse, c'est de pouvoir discuter avec les patrons (voir la réactualisation du Programme commun), ce n'est pas de connaître la vie quotidienne des chômeurs, leurs luttes, ce n'est pas non plus de se lier aux travailleurs et aux chômeurs ! Nous refusons d'entrer dans le jeu de ces traitres ! Nous voulons montrer ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent : Une société où il y aura autant de chômeurs et où les patrons auront leurs intérêts !»

Cercle Luis Sanchez - JCMLF

Luttes contre les licenciements

• Filatures et tissages

Bessé-sur-Braye – Sarthe

pas un seul licenciement !

Après quatre semaines de grève à FTB, à Bessé-sur-Braye, le travail a repris sans avoir rien obtenu. La répression patronale se déchaine. Le patron veut remettre sur pied son pouvoir sérieusement ébranlé, en licenciant deux ouvrières et trois délégués. Pendant la grève, il a trouvé des alliés sûrs auprès de la police, il en trouvera auprès de tribunaux, pour virer ces deux ouvrières, convoquées aux prud'hommes le 11 mai.

On ne peut accepter le licenciement des deux ouvrières :

- Parce que les ouvrières auront beaucoup de difficultés pour retrouver du boulot.
- Parce qu'il faut défendre le droit à l'emploi contre le plan Barre qui généralise le chômage et le blocage des salaires (dans le canton, à St-Calais, il y a 40 licenciements à SICAL).

Le chômage sert aux patrons pour faire pression sur les salaires. Lutter contre le chômage, c'est lutter pour de meilleurs salaires.

Licencier les trois délégués, c'est vouloir décapiter le syndicat de la filature, en prenant pour prétexte les affrontements provoqués par le patron avec des personnes extérieures à l'usine. Les délégués ont participé à la grève, ça gêne le patron. Il veut freiner le développement du syndicat pour pouvoir continuer à exploiter avec ses cadences infernales et ses salaires de misère.

Défendons les libertés syndicales ! Aujourd'hui, la bourgeoisie est en crise, elle veut faire taire les ouvriers en réduisant leurs droits. Le droit de se syndiquer est un droit durement acquis par la lutte de la classe ouvrière.

Depuis la reprise du travail, les ouvriers ont débrayé deux fois pour demander la réintégration de leurs camarades.

La lutte pour la liberté syndicale, c'est la lutte de tous les travailleurs !

Dans un tract de l'Humanité rouge, distribué aux portes de l'usine, avec deux délégués licenciés, les communistes marxistes-léninistes demandent de «développer un soutien large et populaire. Le soutien des cinq ouvriers est l'affaire de tous, quelles que soient les étiquettes. Chacun, avec ses camarades de travail, dans sa section syndicale, peut organiser les soutien en en discutant, en envoyant des motions de soutien ou en faisant signer des pétitions. Brisons le mur du silence !

Non aux licenciements ! Liberté syndicale» !

Correspondante HR

• Combourg – Ille-et-Vilaine

Des enseignants manifestent contre le licenciement d'une suppléante au CES

C'est environ 200 à 250 personnes qui se sont retrouvées à l'appel du SGEN-CFDT des régions de St-Malo et de Rennes à l'entrée du CES de Combourg le jeudi matin 28 avril.

Un professeur suppléant s'était vue licencié du jour au lendemain, interdire toute nouvelle suppléance sans en savoir la raison et sans savoir d'où venait la décision. Elle s'est ainsi retrouvée sans ressource avec des charges de famille et sans perspectives puisqu'on refusait de lui donner, un dossier de maître auxiliaire pour la rentrée prochaine.

Le patron du CES n'a pas de reproche administratif à lui faire qui «justifierait» son renvoi. L'inspecteur pédagogique non plus. Quant au recteur, il a répondu à un responsable du SGEN qu'il n'avait pas le temps de s'occuper des «états d'âme» des suppléants !

La manifestation s'est introduite dans le CES en scandant les slogans :

«Titularisation de tous les auxiliaires !»

«Non à l'arbitraire des chefs d'établissements !»

Puis elle s'est dirigée vers le centre de la ville. Les participants reprenaient le mot-d'ordre : «A Combourg comme ailleurs, pas un seul licenciement !»

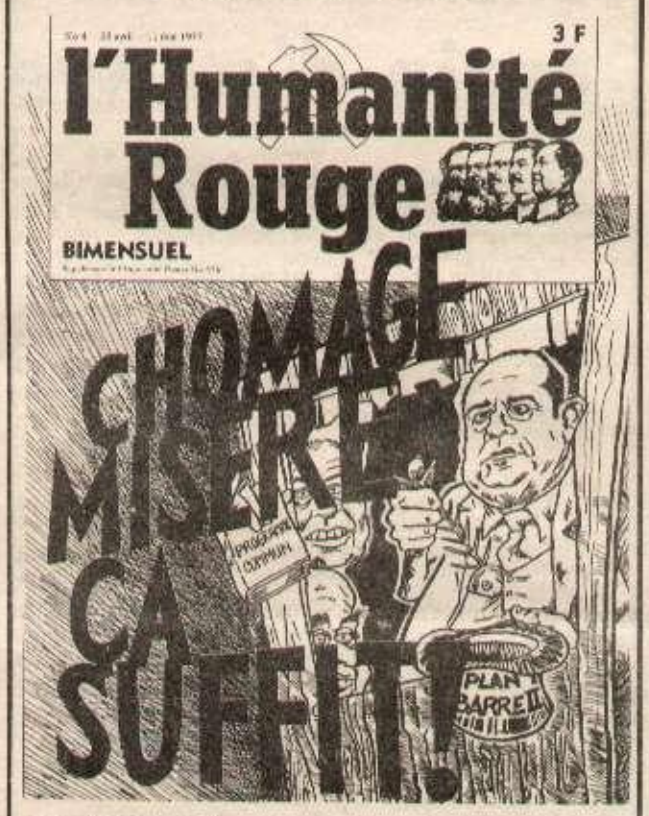
L'après-midi, un rassemblement s'est tenu devant le rectorat à Rennes.

Le recteur est revenu sur sa décision de ne pas lui donner de dossier de MA pour l'an prochain. C'est une première victoire.

Tout cela montre bien que si les enseignants en ont plus que marre des grévettes de 24 heures sans perspectives, un certain nombre d'entre eux sont prêts à se mobiliser pour la titularisation immédiate de tous les auxiliaires, contre tout licenciement et contre le renforcement du pouvoir des chefs d'établissement prévu par la réforme Haby.

Correspondant HR

Le bimensuel N° 4 est paru



AU SOMMAIRE :

– éditorial : pour un parti communiste authentique, reconnu et consacré par les masses
– le plan Barre No 2
– la torture en France, ça existe !
– Guadeloupe : grève dans la canne à sucre
– Les raisons d'une campagne anti chinoise
– Zaire : les mensonges de l'agence TASS
– la perspective révolutionnaire dans les luttes d'aujourd'hui
– des femmes prennent la parole
– hopital Corentin Celton
– sport : le doping
– bande dessinée
– créer un ciné-club

Reprise à Orlac-Gilca

La grève s'est terminée mercredi soir 27 avril. Elle a été suivie d'une journée chômée et payée jeudi, le travail ayant repris vendredi 29 avril.

Les travailleurs sont rentrés dans une grande unité et avec une grande combativité pour la suite. La lutte continue à l'intérieur de l'entreprise. Il y a d'importants acquis au cours de cette lutte, notamment l'unité qui s'est construite à l'intérieur de l'usine entre ouvriers et employés, la confiance des travailleurs dans leur force, leur possibilité de faire plier le patron, même s'ils n'y sont pas parvenus totalement cette fois à cause des manœuvres de la direction de la CGT et du faux parti communiste français.

Autre important acquis : l'unité entre ouvriers et travailleurs des champs, qui permet d'entrevoir des perspectives de ce côté.

La solidarité ouvrière et populaire sur Vienne et la région a permis en l'espace de quelques jours de collecter plus de 2,5 millions d'anciens francs.

La nécessité de progresser dans l'organisation, la conduite d'une lutte, les moyens de faire prendre en main la bagarre par un maximum de grévistes, tout cela fait partie du bilan positif de cette grève.

correspondant Vienne

• Schlumpf

Les ouvriers refusent la reprise du travail

Les salariés de l'usine Gluck à Mulhouse du groupe Schlumpf ont refusé lundi de reprendre leur travail ainsi que le leur avait demandé un industriel chargé de renflouer l'usine mulhousienne.

Réunis en assemblée générale lundi au musée d'automobiles Schlumpf, les salariés ont voté à bulletins secrets contre la reprise par 216 voix contre 112 et 6 bulletins nuls. L'industriel, M. Sieger, dirigeant «la nouvelle filature de Cernay», leur avait exposé auparavant les grandes lignes de son plan de redressement qui prévoyait la reprise immédiate des 250 des 430 ouvriers et le promesse écrite faite à 150 autres d'un réembauchage d'ici à 24 mois au plus tard.

Par ce vote, les salariés ont refusé de retourner à l'usine avant que toutes les données, notamment le détail du plan financier, leur soient révélées.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 2e trimestre 1977